

*La **Société civile des auteurs multimedia** rassemble réalisateurs, auteurs d'entretiens et de commentaires, écrivains, traducteurs, journalistes, vidéastes, photographes et dessinateurs. Ces créateurs font la richesse documentaire de la radiophonie, de l'audiovisuel et des nouveaux médias. La Scam les représente auprès du législateur, des producteurs et des diffuseurs. Elle discute, collecte et répartit leurs droits patrimoniaux, affirme leur droit moral et négocie leurs intérêts futurs. La Scam est au 5, avenue Vélasquez. F-75008 Paris. Téléphone **01 56 69 58 58** Fax 01 56 69 58 59 www.scam.fr

Scam*

Communiqué

Paris, le 2 mars 2012

François Hollande dans *Le Monde* : **Encore un effort !...**

Dans une tribune publiée par *Le Monde* ce jour, François Hollande entend préciser sa position sur l'Hadopi. La Scam note avec satisfaction l'évolution du candidat socialiste qui ne parle plus « d'abroger » Hadopi mais de lancer une concertation.

François Hollande continue cependant de réduire l'Hadopi à une loi répressive alors que, selon la Scam, la réponse graduée est la première véritable action pédagogique envers le grand public. C'est un acquis qu'il ne faut pas remettre en cause, c'est même un préalable à toute réforme. Non, Hadopi, ne joue pas les créateurs contre leur public.

La Scam est également heureuse de constater l'attachement de François Hollande à la gestion collective des droits. Elle a en effet fait ses preuves en termes d'efficacité de rémunération des auteurs et d'adaptation à l'évolution d'exploitation des œuvres.

Si François Hollande affirme que « la protection des auteurs est prioritaire » et que le piratage n'est pas « un problème mineur », pour autant, « l'acte II de l'exception culturelle » consiste à annoncer un dialogue à venir après les élections, sans en préciser le cadre et les modalités. Cet « Acte II » est pour l'instant une déclaration de bonnes intentions plus que l'annonce de mesures concrètes.

Enfin, la Scam continue à regretter que la place de la culture dans la campagne électorale se résume à un « pour » ou « contre » Hadopi alors que tant de sujets relatifs à la place de culture dans la société attendent des réponses : la politique du livre et de la lecture, l'éducation artistique, la rémunération pour copie privée, le développement des offres légales, la place de l'auteur, les ambitions et les moyens de l'audiovisuel public, l'ambition culturelle de l'Europe...

www.scam.fr

www.culture2012.org